



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

Vérifier à l'audition

**Exploiter le dividende démographique grâce à l'investissement  
dans la jeunesse**

**Allocution de  
M. Abdalla Hamdok,  
Secrétaire exécutif par intérim de la  
Commission économique pour l'Afrique (CEA),  
au Conseil exécutif de l'Union africaine**

**Sommet de l'Union africaine, janvier 2017**

**Monsieur Moussa Faki Mahamat, Président du Conseil exécutif de l'Union africaine,  
Madame Nkosazana Dlamini Zuma, Présidente de la Commission de l'Union africaine,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Je suis heureux de prendre la parole, au nom de la Commission économique pour l'Afrique, devant le Conseil exécutif de l'Union africaine, à sa session de janvier 2017.

Pour ma première allocution devant cette Session ordinaire en tant que Secrétaire exécutif par intérim, je vous transmets les meilleurs vœux du personnel de la CEA et plus généralement, du système des Nations Unies en Éthiopie.

À la CEA, nous croyons fermement à notre partenariat extraordinaire avec l'Union africaine et ses pays membres, et nous restons concentrés sur la réalisation de notre vision commune d'une Afrique prospère et développée.

Le thème du Sommet de cette année, « *Exploiter le dividende démographique grâce à l'investissement dans la jeunesse* », est tout à fait pertinent et opportun ; il est au cœur des enjeux politiques, économiques et sociaux qui animent le débat sur le développement du continent. L'Afrique et le reste du monde se trouvent aujourd'hui face à d'importants changements inédits dans l'histoire récente, nouveaux ou en cours, susceptibles de déterminer l'avenir de l'humanité pour de nombreuses années encore.

Dans ce contexte, je voudrais axer mon intervention autour de **cinq messages** qui intègrent des défis majeurs pour le continent, mais aussi de possibilités pour celui-ci de réaliser un développement synonyme de transformation et d'inclusion. Ces messages se rapportent aux mégatendances mondiales, à l'impératif de promouvoir la bonne gouvernance, au thème de l'Assemblée de l'Union africaine, à la paix et la sécurité, et au cadre de politique de développement devant permettre au continent d'accélérer l'investissement en faveur de sa jeunesse et de favoriser un développement transformateur et inclusif. Ils concernent aussi la coopération régionale et la coordination des politiques au service du développement de l'Afrique dans un monde qui change rapidement.

**Excellences,**

**Mesdames et Messieurs,**

Il existe dans le monde en mutation d'aujourd'hui nombre de mégatendances qui méritent d'être soulignées. J'en citerai brièvement trois qui, à mon avis, auront des implications importantes pour le programme de développement et de transformation structurelle de l'Afrique.

*La première mégatendance concerne la mondialisation fracturée et fragmentée.* Le visage changeant de la mondialisation est indéniablement la mégatendance la plus marquée de nos jours. La mondialisation passe progressivement d'une situation d'interdépendance à une de coexistence. L'issue des élections aux États-Unis d'Amérique, d'une part, et le « Brexit », d'autre part, sont deux exemples de voix discordantes dans le concert de la mondialisation telle que nous la connaissons. Alors que, dans le passé, l'interdépendance et la nécessité de partager les responsabilités mondiales faisaient l'objet d'un grand consensus et d'une large acceptation, des événements récents pointent une rupture dans l'ordre des choses. En conséquence, la tendance à laquelle nous assistons pourrait être le signe d'un ralentissement ou d'une fracture de la mondialisation. Du point de vue de l'économie politique, nous risquons de perdre l'élan indispensable à la négociation d'accords commerciaux favorables au développement. Ce risque se manifeste en partie dans l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations commerciales multilatérales au sein de l'Organisation mondiale du Commerce. Actuellement, un compromis sur les subventions agricoles des pays développés semble presque impossible.

*La deuxième mégatendance concerne les partenariats mondiaux pour le développement durable.* Le caractère fragmenté et sélectif de la mondialisation a également des incidences sur les partenariats mondiaux en place, notamment le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Addis-Abeba du 13 au 16 juillet 2015, ainsi que les partenariats stratégiques de l'Union africaine, y compris le NEPAD. Les Objectifs de développement durables ont été adoptés par les Nations Unies en septembre 2015 avec comme objectif de mettre fin à la pauvreté, de protéger la planète et d'assurer la prospérité pour tous d'ici à 2030. Ils contiennent des aspirations à la transformation dont la réalisation exige un financement transformateur. En effet, on estime à 3 000 milliards de dollars des États-Unis par an le montant nécessaire à la mise en œuvre des

objectifs de développement durable. Pour l'Afrique seulement, les besoins de financement se chiffrent à 638 milliards de dollars par an. Il est clair que le continent aura besoin de ressources considérables pour atteindre ses objectifs de développement, à un moment où le paysage mondial du financement du développement se caractérise par le passage d'un modèle axé sur l'aide publique au développement à un cadre qui repose davantage sur la mobilisation des ressources au niveau national.

***La troisième mégatendance que je souhaite évoquer concerne les perspectives de croissance mondiale qui demeurent modestes.*** Alors que pendant le supercycle des produits de base, on avait assisté à un essor de la production mondiale dû à la croissance des échanges et des possibilités offertes à l'entrepreneuriat dans le monde, les perspectives de croissance mondiale restent, à 2,7 %, modestes pour 2017. Les possibilités commerciales et d'investissement se contractent à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement. Les perspectives mondiales demeurent incertaines, d'autant plus que les fondamentaux de la croissance restent faibles et que les prix des produits de base devraient continuer de stagner.

**Il est temps pour nous de marquer une pause et de nous demander : Que signifie tout ce discours sur les mégatendances pour l'Afrique ?**

La prédominance de ces mégatendances impose au continent de rechercher des moyens de promouvoir le commerce, de développer des chaînes de valeur régionales et de stimuler la transformation structurelle. Les perspectives d'une mondialisation fragmentée, où les partenariats mondiaux sont plus sélectifs et moins portés sur le financement du développement, rendent le commerce et l'investissement intra-africains plus que jamais nécessaires. En conséquence, la CEA se tient prête à collaborer avec vous pour relever ces défis.

**Excellences,**

**Mesdames et Messieurs,**

L'Afrique doit également compter sur ses propres forces et mettre l'accent sur ***la gouvernance, la démocratie, la paix et la sécurité***, en tant que conditions préalables à son développement. Il existe un quasi-consensus sur l'importance de la gouvernance, de la paix et

de la sécurité pour le développement, aussi bien que sur l'aptitude du développement à renforcer à la fois la gouvernance, la paix et la sécurité.

Ce n'est donc pas un hasard si les questions de gouvernance, de démocratie, de paix, et de sécurité occupent une place prépondérante dans le Programme 2030 et dans l'Agenda 2063, avec des liens forts avec le développement. Les deux programmes reconnaissent que la transformation structurelle et le développement durable ne sont tout simplement pas possibles hors de cadres bien gouvernés, pacifiques et sûrs. On peut donc penser que, dans un avenir prévisible, la dynamique de la population et l'explosion démographique des jeunes, le chômage élevé, l'inégalité des chances, le fossé entre zones rurales et zones urbaines, la pauvreté, les inégalités de toutes sortes et la mauvaise gouvernance constitueront des facteurs de conflit et de violence en Afrique.

**Excellences,**

**Mesdames et Messieurs,**

Le troisième message de mon discours concerne le thème de la réunion « *Exploiter le dividende démographique grâce à l'investissement dans la jeunesse* ».

S'agissant du dividende démographique, quatre mécanismes permettent de générer des retombées : l'augmentation de la main-d'œuvre, l'augmentation de l'épargne grâce à un taux de dépendance bas, l'augmentation de la demande intérieure en raison de l'accroissement du PIB par habitant, et le développement du capital humain, qui nécessitent tous des investissements spécifiques dans l'éducation et le développement des compétences, la santé et le bien-être, notamment la planification familiale.

***Le défi de l'emploi et les inégalités en Afrique sont inextricablement liés aux facteurs démographiques.*** Le continent connaît le taux de croissance de la population le plus élevé au monde, plus de 2,5 % par an. La croissance de la population en âge de travailler est également la plus élevée. Entre 1960 et 2010, la population africaine en âge de travailler (entre 16 et 64 ans) a été multipliée par quatre, et continuera d'augmenter au cours des 40 prochaines années.

***Exploiter le dividende démographique africain au profit de la croissance et de la prospérité futures est devenu un défi majeur.*** L'Afrique a aujourd'hui la population la plus jeune du monde. Les dix pays ayant la population la plus jeune se trouvent tous en Afrique et, d'ici à 2050, 38 des 40 pays les plus jeunes se situeront sur le continent. Contrairement à d'autres régions, la proportion de jeunes au sein de la population totale augmente en Afrique. Si cette augmentation représente une opportunité de dividende démographique, elle s'accompagne aussi d'un risque d'aggravation du chômage chez les jeunes.

Le rythme, l'ampleur et la portée du développement de toute société dépendent de la manière dont les jeunes sont élevés, répartis et employés. Les politiques en matière de développement social, politique et économique doivent reconnaître l'importance des jeunes, particulièrement en termes de promotion du progrès social et de maximisation des performances économiques. L'explosion démographique de la jeunesse peut être une chance extraordinaire pour la transformation économique et sociale, mais elle peut aussi être une source d'instabilité si les pays n'arrivent pas à valoriser ce potentiel par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques appropriées visant à libérer le dividende démographique et à engendrer de nouvelles opportunités économiques.

Le quatrième message concerne la valorisation de ce dividende démographique, qui dépend avant tout de la capacité des pays africains à élaborer et à mettre en œuvre des plans de développement à long terme défendus par des dirigeants visionnaires. Les recherches approfondies et fondées sur des observations factuelles menées par la CEA depuis les crises économiques et financières de 2007 et 2008 ont régulièrement appelé les pays africains à concevoir et mettre en œuvre des plans de développement à long terme centrés sur la promotion de la transformation structurelle et le développement inclusif grâce à l'industrialisation et à la valeur ajoutée. Si les économies du continent se diversifient lentement mais sûrement, il faut encore accélérer le processus de transformation structurelle tel qu'il est décrit dans l'Agenda 2063 et le Programme 2030. Cela dépend de la capacité de l'État à identifier les opportunités et à résoudre les difficultés, notamment les insuffisances en infrastructures et capital humain.

L'Asie de l'Est est un exemple contemporain convaincant de la valorisation du dividende démographique dans le contexte de stratégies visionnaires de développement à long terme. Le dividende démographique de la région s'est produit sur une période de 5 à 15 ans

dans les années 1950 et 1960, une rapidité jamais vue dans le monde auparavant. Certains affirment que le dividende démographique a joué un rôle majeur dans les miracles économiques tigres asiatiques, et représente entre un quart et deux cinquièmes de ces miracles.

**Ainsi, l'obtention des droits fondamentaux représente le premier pas vers la valorisation du dividende démographique africain et doit être soutenue par des actions politiques ciblées qui favorisent l'investissement en faveur des jeunes.** Il existe en effet une urgence stratégique à mettre en place des politiques mettant le dividende démographique à profit. Cette urgence provient des occasions relativement limitées dont disposent les pays pour planifier le dividende démographique alors que la majorité de leur population est encore jeune et n'est pas encore entrée dans le monde du travail.

C'est pourquoi la CEA fait bon accueil au thème de ce Sommet et se réjouit d'avoir collaboré activement avec le NEPAD, la BAD et l'UNFPA pour soutenir la Commission au cours de la préparation de la feuille de route d' l'Union africaine ? Nous nous engageons à ne pas ménager nos efforts pour mettre en œuvre le thème de cette année.

**Excellences,**

**Mesdames et Messieurs,**

**On ne saurait trop insister sur l'importance de la coopération régionale de la coordination politique pour le développement de l'Afrique, ce qui m'amène à mon cinquième et dernier message.** Dans ce domaine, l'Union africaine reste un allié stratégique et un partenaire de confiance des Nations Unies. Le Mécanisme de coordination régionale (MCR) a été amendé pour devenir un outil important et efficace de la coopération entre les deux organisations et pour la coordination des activités menées par les Nations Unies en appui à l'Union africaine au niveau régional. Le Mécanisme est utilisé par les Nations Unies pour soutenir les priorités de développement de l'Afrique.

Des indicateurs montrent que l'Afrique, avec le soutien des Nations Unies, continue à mieux se gouverner dans la continuité des aspirations du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et des objectifs du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP).

Depuis la signature en 2006 de la Déclaration sur le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine qui contient le Programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine et avec son successeur, le Cadre du partenariat entre l'Union africaine et l'ONU sur le programme d'intégration et de développement de l'Afrique, les organismes et les organisations des Nations Unies ont accru leur soutien à l'Union africaine. Nous devons collaborer pour répondre aux défis et profiter des opportunités afin d'encourager le développement transformatif et inclusif, garant ultime de la promotion de la paix et de la sécurité et de la valorisation du dividende démographique en Afrique.

**Excellences,**

**Mesdames et Messieurs**

En cette période critique de transition tant à l'Organisation des Nations Unies avec l'entrée en fonction du nouveau Secrétaire général, M. António Guterres, qu'à la Commission de l'Union africaine qui aura un nouveau dirigeant incessamment, les perspectives semblent être prometteuses malgré un environnement économique et financier difficile.

Plus que jamais, la CEA doit être dotée de ressources supplémentaires pour soutenir les aspirations et les quêtes des États membres africains en ce qui concerne leur développement économique. L'année prochaine, en 2018, la CEA aura 60 ans et c'est pour moi un honneur d'avoir collaboré avec les trois derniers secrétaires exécutifs, MM. K.Y. Amoako, Abdoulie Jannah et Carlos Lopes. Je voudrais saluer leur contribution exceptionnelle pour relever les défis du développement en Afrique.

Je voudrais également féliciter Mme Nkosazana Dlamini Zuma, Présidente de la Commission de l'Union africaine, M. Erastus Mwencha, son Vice-Président, et tous les autres membres de la Commission de l'Union africaine pour leur leadership et leur détermination, ainsi que pour l'excellente relation de coopération qui existe entre nos deux institutions.



**Excellences,**

**Mesdames et Messieurs,**

Le potentiel de la jeunesse représente à la fois notre plus grand espoir et notre plus grand défi. Les enfants d’Afrique pourront envisager l’avenir avec espoir en fonction des décisions que nous allons prendre. Pour mesurer notre réussite de façon adéquate, les générations futures devront comparer ce que nous avons dit et ce que nous avons fait pour favoriser un développement transformateur et inclusif.

**Je vous remercie de votre attention.**